



La bataille des deux libertés aux États-Unis

Dominique Desjeux, anthropologue

Conférence au Forum sur « Les mobilités internationales. Les mobilités académiques face aux fractures du monde. » Cité internationale universitaire de Paris, 2 décembre 2025

Tout le monde aux États-Unis, conservateurs et progressistes, défend la liberté, mais son contenu varie en fonction de l'interprétation que chacun fait de la Constitution et du 1^{er} amendement. La Constitution débute par ces mots : « NOUS le peuple des États-Unis décrétons et établissons cette Constitution pour les États-Unis d'Amérique, afin de former une union plus parfaite, d'établir la justice, de garantir la paix intérieure, de pourvoir à la défense commune, de promouvoir le bien-être général et d'assurer les bienfaits de la liberté à nous-mêmes ainsi qu'à notre postérité. »

Dans l'Amendement 1, il est précisé que « le Congrès ne fera aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ni aucune loi interdisant le libre exercice d'une religion, ni

aucune loi restreignant la liberté de parole, ou la liberté de la presse, ou le droit du peuple à s'assembler paisiblement et à adresser des demandes au gouvernement en vue de la réparation des torts dont il aurait à se plaindre. »

Pour les libéraux, la liberté est politique, c'est celle des citoyens. Pour les libertariens, la liberté c'est celle de l'entrepreneur face à l'État qui l'empêche d'innover, de créer et, aujourd'hui, de se défendre face à la Chine notamment.

Je vais me focaliser sur la droite radicale, tout en notant que ces courants ne sont pas unifiés, à droite comme à gauche, et que les courants qui soutiennent Trump ne sont pas tous des libertariens de la Silicon Valley, des religieux évangéliques proches ou non du Tea Party libertarien, des populistes comme Steve Bannon ou des groupes autoritaires comme les Proud Boys. Ils tiennent ensemble par le charisme de Trump et sa capacité à faire peur.

Tout ce qui va suivre est sujet à controverse. J'ai choisi une approche compréhensive, celle de « l'anthropologie stratégique » qui cherche à comprendre la logique d'action des acteurs avant de porter un jugement moral. J'ai sélectionné les événements qui me paraissaient fondés sur des sources originales et recoupées. J'ai relu sous un autre angle ce que je connaissais déjà des États-Unis depuis les années 1990, mais sans avoir vraiment compris, à l'époque, l'importance historique du courant libertarien et son opposition au *New Deal* de Roosevelt et donc à toute intervention de l'État sur la vie des entreprises.

Le modèle libertarien aujourd'hui : un contre-modèle à l'interventionnisme de l'État pendant le New Deal

Kim Philipps-Fein publie en 2010, un livre, *Invisible Hands, The Businessmen's Crusade Against the New Deal* (Norton Édition du Kindle). Cependant, comme le rappelle Robert Leighninger, il manque un événement clé pour comprendre la période des années 1930.

(Note de lecture dans le *Journal of Sociology & Social Welfare*, 2011/09, Arizona State University Editor)

Il écrit : « Vous ne trouverez aucune mention de l'une des réactions les plus intéressantes et les plus extrêmes au New Deal : la tentative de dirigeants d'entreprise, tels que les frères du Pont, de convaincre le général du Corps des Marines Smedley Butler de diriger un renversement du gouvernement. »

Par contre, le livre rend bien compte de « l'énorme influence de Friedrich Hayek, Ludwig von Mises et, dans une moindre mesure, Ayn Rand, qui s'est poursuivie au fil des décennies ».

Il ajoute : « un point que Phillips-Fein aurait pu formuler plus fermement est que cette délégitimation du gouvernement et cette soumission au marché allaient de pair avec la croyance que le gouvernement ne méritait pas les impôts qu'il percevait et que la société pouvait fonctionner sans

eux. Cette doctrine, que j'appellerais "l'économie de la fée des dents" [l'économie magique], est peut-être l'héritage le plus important de la croisade anti-New Deal et de son incarnation en Ronald Reagan, » et aujourd'hui dans Trump.

Il sera désigné sous le nom de « complot de Wall Street ». La tentative de coup d'État de Trump le 6 janvier 2021 en est comme l'écho 85 ans plus tard.

Le groupe de comploteurs est un réseau d'entrepreneurs qui participera, en 1947, au financement de la Société du Mont-Pèlerin, en Suisse, avec notamment von Hayek, von Mises et Milton Friedman, des économistes libéraux, au sens français, et libertariens et donc « anti-keynésiens ».

Dans les années 1950, Ayn Rand, une économiste d'origine russe, juive athée, née en 1905, est une des représentantes historiques les plus significatives du courant libertarien grâce à son livre de 1957, *La Grève*. Le titre en anglais est *Atlas Shrugged*, qui signifie « Atlas hausse les épaules », c'est-à-dire qu'il se débarrasse du fardeau de la bureaucratie. Pour elle, la redistribution par l'État-providence est une forme de coercition insupportable. C'est pourquoi, dans son roman, les entrepreneurs font grève en disparaissant dans un paradis caché. Le système politique s'effondre et laisse la place aux entrepreneurs. Le livre d'Ayn Rand serait le deuxième livre le plus vendu aux USA juste après la Bible.

Elle est fortement anticommuniste, comme la plupart des libertariens. C'est souvent un moyen de traiter de « communistes » tous ceux qui sont favorables à l'État-providence et, pour les Américains de tendance nazie des années trente, de justifier la mise en place de ce que l'on pourrait appeler un « État autoritaire libertarien » et antisémite. Roosevelt, qui a été élu 4 fois, était appelé « Rosenfeld », nom à consonance juive, par les ennemis du New Deal qu'ils présentaient comme un « complot judéo-communiste »

(cf. le roman de Thomas Snégaroff, *La conspiration*, 2025, sur les complots nazis et des grandes entreprises dans les années 1930)

Pour les libertariens, la liberté économique doit être totale. On retrouve notamment cela dans les déclarations de Peter Thiel en 2009 : « je ne crois plus que liberté et démocratie soient compatibles », d'où la création de « zones » sans régulation, sans intervention de l'État. D'après Slobodian, il y en aurait 5 400 dans le monde, depuis les zones franches jusqu'à des hangars.

(cf. Quinn Slobodian, 2023, *Le capitalisme de l'apocalypse ou le rêve d'un monde sans démocratie*, Seuil)

Cela signifie aussi que l'État peut être autoritaire contre les ennemis de cette liberté des entreprises, d'où les complots et les tentatives de coup d'État comme ceux de 1933 ou de 2021 avec Trump et de 2025 avec le DOGE dirigé par Elon Musk.

Un imaginaire de référence : le « golden age » (1865-1900)

Pour Trump et ses soutiens, le « golden age », celui des capitaines d'industrie, de la forte croissance de l'économie américaine et, surtout, une période de l'histoire sans impôts sur le revenu (Amendement 16, voté en 1909 et ratifié en 1913) avec des personnages comme Cornelius Vanderbilt (chemin de fer), John D. Rockefeller (pétrole), Andrew Carnegie (aciérie), John Pierpont Morgan (finance), John Jacob Astor (immobilier) et quelques dizaines d'autres dont Jay Gould (financier, chemin de fer) à l'origine du *Black Friday* de 1869, qui a ruiné des milliers d'Américains suite à une spéculation de Gould et Fisk sur le marché de l'or

(cf. Richard O'Connor, 1964, *Razzia sur Wall Street. Les cent millions de Jay Gould*, Ed. Trévisé (1973, 1^{re} édition en anglais)

Les Muckrakers, les journalistes d'investigation de la fin du 19^e siècle, les rendront célèbres sous le nom de « barons voleurs ». Ils « renaissent » aujourd'hui sous la forme d'une partie des patrons des GAFA (Google, Apple, Facebook/Meta et Amazon) sans oublier Elon Musk, Peter Thiel ou Alex Karp.

(Cf sur Facebook, Sarah Wynn-Williams, 2025, *Des gens peu recommandables. Une histoire d'ambition d'avidité et d'illusions perdues.*)

Pour ceux qui défendent les idéaux démocratiques, le « golden age » est plutôt un « gilded age ». Le terme est de Mark Twain et Charles Dudley. C'est le titre de leur livre *The Gilded Age: A Tale of Today* (1873). Il est souvent traduit par l'âge doré ou des dorures, ce qui signifie l'âge du toc ou du clinquant. En 2025, le 27 mai, Emily Keegin publie toute une série de photos dans le *New York Times International* sur la redécoration rococo du Capitole depuis l'arrivée de Donald Trump.

Il faut aussi se rappeler que le *Gilded Age* est l'époque de l'élimination des Indiens dont l'expropriation de leurs terres et du sous-sol ont permis l'immense croissance américaine de la deuxième moitié du 19^e siècle

(Cf sur la difficulté à catégoriser l'identité indienne, Lionnel Larre, 2025, « Old Indian », « Vanishing American » et « New Indian » : dynamiques des identités autochtones dans le contexte de crise de l'ère assimilationniste aux États-Unis (1890-1924) ;

C'est celle de l'exploitation des ouvriers émigrés décrite dans les romans naturalistes comme celui d'Upton Sinclair, 1906, *La Jungle*, sur les ouvriers de l'abattoir de Chicago.

(Cf. sur le développement des romans naturalistes à l'époque de l'industrialisation américaine, française, japonaise, allemande... : Zola, 1885, *Germinal*, Toson Shimazaki, 1906, *La transgression* (éd. You Feng, 1999 en français), ou encore Sôseki, 1905, *Je suis un chat* (1978, en français)).

C'est aussi le retour des lois ségrégationnistes, et donc des citoyens de seconde zone.

(cf. James Q. Whitman, 2018, *Le modèle américain d'Hitler. Comment les lois raciales américaines inspirèrent les nazis*, A. Colin)

1933 Le complot du monde des affaires : la croisade des hommes d'affaires contre le New Deal

Thomas Snégaroff publie un article qui montre la continuité entre les années 1930 et aujourd'hui : « *États-Unis : Donald Trump a-t-il réussi le "coup d'État de Wall Street" ?* », *Le Grand Continent* du 15 novembre 2025.

Thomas Snégaroff rappelle qu'en 1932, Franklin D. Roosevelt bat le président Hoover, le président de la crise de 1929, et le président des droits de douane du Smoot—Hawley Tariff Act : « Dès son discours d'investiture, Roosevelt dénonce les "money changers" [une déclaration anti-Wall Street, contre les banquiers] qui ont, selon lui, trahi la nation. Il affirme que le pouvoir des banques et de Wall Street doit être soumis à l'autorité de l'État.

« Pour une partie des élites économiques, il n'y a pas trente-six solutions : le président démocrate doit être renversé [...] En 1933, le général Butler reçoit la visite d'un courtier nommé Gerald C. McGuire, envoyé par un groupe de financiers », dont la banque Morgan. « Jr. McGuire, vétéran de la Première Guerre mondiale et membre de la puissante « American Legion », l'association des vétérans créée à Paris en 1919, propose à Butler de prendre la tête d'une armée de vétérans financée par de grands industriels, pour « sauver la Constitution » en installant un exécutif parallèle [...] En novembre 1934, le général Butler témoigne devant le Congrès et dévoile la conspiration, après avoir refusé d'y prendre part [...] Le comité McCormack-Dickstein conclut que « ces discussions ont existé et pourraient avoir été mises en œuvre [...] Aucune poursuite n'est cependant engagée contre les conspirateurs. »

Dès 1936, le rédacteur en chef de *The Pittsburgh Press*, Henry Fleury, avait décrit la montée d'une organisation fasciste, les Sentinelles de la République. Il publie en mai un article sous le titre « Une organisation fasciste fondée aux États-Unis en 1922 » qui complète l'article de Thomas Snégaroff : « La commission sénatoriale a mis au jour des preuves montrant qu'un véritable mouvement fasciste est actuellement en activité aux États-Unis [...] Ce groupe a réussi à faire échouer l'adoption d'un amendement constitutionnel visant à interdire le travail des jeunes enfants dans les usines.

[...] Sous le prétexte de combattre le "communisme", il s'est employé à écraser les syndicats ouvriers, les unions de fermiers, les coopératives, à imposer aux enseignants des serments de "loyauté" limitant la liberté académique, à réprimer la liberté d'expression, à attiser les haines raciales contre les juifs et autres groupes minoritaires, à maintenir les salaires bas, et à ramener les fermiers et les travailleurs au niveau des *coolies* chinois. » Ce groupe s'appelle *The Sentinels of the Republic* (les sentinelles de la République). Il représente une nébuleuse qui est financée par des millionnaires industriels.

« Raymond Pitcairn est le président national des *Sentinels of the Republic*, l'une des "organisations écrans" du groupe prédateur. C'est un grand millionnaire de Pennsylvanie (revêtements divers de bâtiments). Il comprend aussi Du Pont, millionnaire de l'industrie de l'armement ; Sloan, millionnaire à la tête de General Motors ; Atwater Kent, millionnaire de la radio ; l'ex-sénateur George Wharton Pepper ; E. T. Stotesbury, associé de J. P. Morgan, qui tous comptent parmi les contributeurs. Ils sont également actifs dans l'American Liberty League et le Farmers Independence Council. » Il ajoute que tout cela est décrit dans un livre de 1927, *Professional Patriots*, de Norman Hapgood (« Les marchands de patriotisme »), un ancien ambassadeur qui dénonça l'antisémitisme de l'industriel Henri Ford.

(cf. <https://archive.org/details/professionalpatr00norm/page/12/mode/2up>)

(source "*Fascist Organization Started in the United States in 1922*". p. 1

Thomas Snégaroff explique que ces milliardaires défendent une lecture rigoriste de la Constitution (constitutionnalisme), qui devient « originalisme » avec les Trumpiens. « Ceux-ci se mettent à promouvoir le « constitutionnalisme », un attachement rigoriste à la Constitution qui n'accepte, selon eux, aucune évolution, surtout si elle risque d'entraver les affaires. C'est en s'y référant qu'ils luttent contre l'abolition du travail des enfants, par exemple [...] Charles Austin Beard (1874–1948) soutient en 1913 que la Constitution américaine n'a pas été écrite uniquement pour établir des principes abstraits de démocratie ou de liberté, mais aussi pour protéger les intérêts économiques des élites propriétaires et financières de l'époque [...] Il permet de mieux comprendre comment cette lecture rigoriste de la Constitution, que l'on appelle l'originalisme, est aujourd'hui défendue avec la plus grande ferveur par le mouvement MAGA au pouvoir aux États-Unis. »

« 1939 America First Committee: patriotes ou nazis ? »

Au départ, le mouvement *America First* est un mouvement isolationniste opposé à une intervention des États-Unis en Europe. Quand Charles Lindbergh en devient le porte-parole, le sens politique change, car il a des sympathies nazies et il est fortement antisémite. Il est contre une guerre « qui risque de détruire les trésors de la race blanche ».

(Source : Vidéo : "America First - Patriots or Nazis ?" - WW2 Special

<https://www.youtube.com/watch?v=ILQtcDVQB3g>)

Charles Lindbergh déclare le 11 septembre 1941, à Des Moines, Iowa) : « Les trois groupes qui ont fait le plus de pression pour entrer en guerre sont les Britanniques, les Juifs et l'administration Roosevelt »

(cf. Philip Roth, 2006, *Le complot contre l'Amérique*, Gallimard (2004 en anglais), un roman dystopique qui imagine la victoire de Lindbergh sur Roosevelt)

Pour une partie des Américains, Lindberg paraît proche d'un groupe pronazi, The German American Bund, qui avait organisé en février 1939 un défilé avec des drapeaux nazis et des svastikas au Madison Square Garden et rassemblé 22 000 personnes.

Il ne faut pas oublier que les Allemands avaient constitué une part importante de l'immigration aux États-Unis entre 1618 et 1933, sans être nazis pour autant.

(cf Arte : <https://www.arte.tv/fr/videos/RC-027201/emigres-europeens-des-recits-oublies/>)

2021, tentative de coup d'État de Trump le 6 janvier

Pour Thomas Snégaroff, « en 1934, la démocratie a résisté. En 2016, et plus encore en 2024, elle a permis la réalisation du rêve des milliardaires [...] Le « Business Plot » et le trumpisme forment les deux pôles d'un même récit : la fragilité structurelle de la démocratie américaine face à la puissance du capital. »

En plus, Donald Trump poursuit en la durcissant la prise de conscience des États-Unis que la Chine a « roulé » les entreprises américaines dans la farine en rentrant dans l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en 2001 : ils n'ont accepté que des joint-ventures avec un maximum de 49 % de capitaux étrangers et donc en garantissant à la Chine de rester majoritaire et en demandant les plans des innovations et des technologies.

(Cf. Tim Clissold, 2011, *Mr China - Comment perdre 450 millions de dollars à Pékin après avoir fait fortune à Wall Street*, (2006, en anglais).

Les États-Unis pensaient s'ouvrir un énorme marché comme il l'avait fait partout depuis 1945. L'ordre créé en faveur des Américains et des Européens après 1945 ne fonctionne plus. Il faut donc le renverser et revenir au protectionnisme.

2025 02, l'étrange coup d'État numérique Trump-Musk-Vance

Mon analyse en février 2025 est que « tout concourt à démontrer que la mainmise de Musk à travers le Département de l'Efficacité Gouvernementale (DOGE) relève d'une tentative de coup d'État, mais sous une forme qui diffère de celles que nous avons connues dans l'histoire depuis Jules César, en passant par le Chili, les printemps arabes ou la tentative du groupe Wagner en Russie en 2023.

[...] Trotsky déclare qu'« Il faut occuper la ville aux points stratégiques, mais avec des gens bien formés et en très petit nombre. « Pour s'emparer de l'État moderne, dit-il, il faut une troupe d'assaut et des techniciens : des équipes d'hommes armés, commandées par des ingénieurs. » (pp. 53-54). « La troupe d'assaut de Trotski se compose d'un millier d'ouvriers, de

soldats et de matelots [...] J'ai le désordre pour moi [dit] Trotski ; c'est mieux qu'une grève générale. » (p.43).

[...] Le cœur de la démonstration de Malaparte (1931) sur Trotski correspond bien à la pratique d'Elon Musk, qui, à l'arrivée de Trump, s'est tout de suite installé au cœur du système numérique du Trésor américain avec une petite équipe.

[...] « Les gardes rouges de Trotski se sont déjà emparés du central télégraphique et des ponts sur la Neva : pour assurer les communications entre le centre de la ville et le faubourg ouvrier de Wiborg, il faut avoir le contrôle des ponts. Les centrales électriques municipales, les gazomètres, les gares de chemin de fer sont déjà occupés par les matelots de [Pavel] Dybenko. Les opérations se sont déroulées avec une rapidité et une régularité surprenante. » (pp. 58-59)

(Cf Curzio Malaparte, 1931, *Technique du coup d'État*, Grasset (édition 2022))

[...] Le démantèlement de l'État fédéral suit la même logique. Le DOGE conquiert l'État sans s'occuper du Congrès pour mettre en place une dictature.

[...] Au lieu d'occuper le siège du gouvernement, le Parlement ou certains ministères, ou des casernes ou des hangars de stockage de munitions, ou le bâtiment de la télévision ou les aéroports, comme j'ai pu l'observer dans de nombreux coups d'État à Madagascar et au Congo, dans les années 1970, il lui suffit d'occuper un ministère, le Trésor, et de contrôler son informatique, sous le regard bienveillant du Président élu. En étant numérique, sans peuple, sans contrôle parlementaire, au moins à court terme, sans armé, mais soutenu par les plus riches, c'est un coup d'État peu cher et donc reproductible dans d'autres pays, tout en plaçant les États-Unis au seuil d'un régime autoritaire qui fonctionne grâce à un contrôle numérique total des populations comme en Chine.

[...] Il est donc à l'opposé d'un coup d'État populiste puisqu'au lieu de redistribuer à la plèbe, Elon Musk commence par geler tous les financements de l'USAID. Il fait déplacer une partie des magistrats ou des fonctionnaires qui menaient des enquêtes sur ses entreprises. Il se sert lui-même. C'est une méthode d'accaparement des richesses qui est proche de celle des oligarques russes après la chute du mur, de l'armée chinoise après 1949 ou des militaires algériens après l'Indépendance.

[...] Il renoue aussi avec le maccarthysme qui s'est développé aux États-Unis entre 1950 et 1954 pour dénoncer tous ceux qui étaient supposés être communistes ou des espions de l'Union soviétique. Le vocabulaire pour dénoncer les fonctionnaires et les financements de tout ce qui relève de la solidarité nationale n'en est pas très éloigné. Musk, comme le sénateur McCarthy, se livre à une véritable chasse aux sorcières contre tous ceux

qui participent au fonctionnement de l'État-providence et à la mise en place de régulations pour protéger les populations. »

(cf. D. Desjeux, <https://consommations-et-societes.fr/2025-06-la-logique-trotskiste-de-ladministration-trump/>)

Aujourd'hui le DOGE s'est arrêté, mais ses effets vont continuer, probablement à travers l'application centralisatrice des données avec Palantir.

D'après *Le Grand Continent* du 24 11 2025 : « L'initiative de réduction des dépenses fédérales américaines, baptisée DOGE et lancée dès le 20 janvier 2025, a de facto cessé d'exister, selon le directeur du Bureau de gestion du personnel de l'administration Trump, Scott Kupo, Musk, qui avait déclaré vouloir réduire les dépenses de l'État de 2 000 milliards, aurait accompli environ 2 % de cet objectif, soit moins de 50 milliards. » Et cela aurait coûté plus cher en réalité.

Pour Thomas Snégaroff « Roosevelt affrontait la Grande Dépression ; Trump, la mondialisation et la désindustrialisation. Dans les deux cas, la peur nourrit la quête d'un pouvoir vertical. »

Les paradoxes autoritaires des libertariens

Cette liberté conduit à un paradoxe sous l'ère Trump puisqu'il faut à la fois détruire dans l'État fédéral tout ce qui fait obstacle à la liberté des entrepreneurs et renforcer l'exécutif de façon autoritaire pour limiter les coûts qui entravent la liberté économique.

Il faut supprimer l'État pour libérer les entreprises, continuer à exploiter les énergies fossiles (*drill, baby, drill*), diminuer les aides pour les plus démunis, préserver le droit de porter des armes (2e amendement, 1791). En même temps, il faut développer un exécutif fort et autoritaire qui diminue les pouvoirs du Congrès et donc l'équilibre des pouvoirs propre à la Constitution américaine.

« Denis Lacorne dans son livre *De la religion en Amérique* (2007) montre qu'à l'origine du système politique américain, au 18e siècle, c'est la méfiance envers le risque de domination d'une fraction politique sur les autres qui a conduit à la reconnaissance de la « multiplicité des intérêts » dans l'État, comme l'écrit James Madison en 1787, à l'inverse de la tradition française qui défend plutôt l'idée d'intérêt général par l'État. Le pluralisme politique qui permet de protéger le droit des minorités est une des conditions de la confiance envers les institutions, car il garantit qu'aucune minorité ne sera capable de dominer les autres. Ce modèle pluraliste est directement tiré de la diversité des sectes religieuses propres à l'Amérique du XVIIIe siècle. Cela veut dire que la confiance ne relève pas que de la bonne volonté individuelle, mais qu'elle a aussi besoin d'être garantie par des institutions. La confiance n'est fiable que sous contrainte du jeu social. »

(cf. Dominique Desjeux : <https://consommations-et-societes.fr/2008-d-desjeux-une-approche-strategique-de-la-confiance-chine-france-usa/>)

En 2025, même si ce n'est pas la première fois dans l'histoire américaine, l'exécutif envoie 700 marines et 4 000 membres de la garde nationale « fédéralisée » sous les ordres du Président et non plus du gouverneur, à Los Angeles, grâce à un décret présidentiel (*Executive Order* 14333 de Trump). Il supprime les aides des universités qui laissent s'exprimer les mouvements « woke » au nom de la famille traditionnelle et de ce que j'appelle avec dérision le « modèle Landru » qui milite pour la « femme au foyer ».

Il s'appuie sur des courants chrétiens comme le rappelle Denis Lacorne dans un entretien sur son dernier livre de 2025 : « Le nationalisme chrétien prôné par Trump et ses conseillers est inséparable d'un nouveau courant protestant inspiré par la Dominion theology. Cette théologie néo-calviniste, d'abord imaginée par un pasteur californien, Rousas Rushdoony, l'auteur des Institutes of Biblical Law, influence aujourd'hui trois grands courants évangéliques : les reconstructionnistes chrétiens, les charismatiques chrétiens et les pentecôtistes. L'objet de cette théologie est de re-christianiser des domaines clés de la vie sociale et politique en leur appliquant des préceptes bibliques inspirés, entre autres, du Lévitique et du Deutéronome. Ces domaines clés constituent « 7 montagnes » à gravir, incluant le gouvernement, les arts et la culture, l'enseignement, le business, les médias, la religion et la famille. »

(Cf https://conference.sciencespo.fr/content/2025-11-07/le-nationalisme-chretien-aux-etats-unis-entretien-avec-denis-lacorne_OF5qzI9TZAAQizdxanqq)

Comme en Chine, il interdit tout une série de mots : « Depuis son investiture, le président Trump a lancé une avalanche de décrets présidentiels bouleversants des programmes gouvernementaux touchant à la science, à la santé publique, à l'environnement, au commerce, à l'éducation, au sport et à bien d'autres domaines. Dans le cadre de ces actions, il a autorisé une nouvelle liste de mots interdits : genre, transgenre, personne enceinte, personnes enceintes, LGBT, transsexuel, non binaire, non-binaire, assigné homme à la naissance, assignée femme à la naissance, biologiquement homme et biologiquement femme

[...] La campagne de Trump contre ces mots s'inscrit dans un effort bien plus vaste visant à bouleverser la santé publique et les soins de santé aux États-Unis et dans le monde. C'est autant une guerre contre les mots qu'une guerre contre la science et contre les progrès réalisés depuis des décennies pour construire des partenariats mondiaux en faveur du droit à la santé. »

(Source : Amon, Joseph J. (2025). *Trump's Banned Words and Disastrous Health Policies*. Health and Human Rights, *Fight For Rights Viewpoint Series*, 27(1), 83–86. Publié en ligne le 3 février 2025 (PDF).

Ouverture

Pour les libertariens, il faut à la fois supprimer l'État bureaucratique, développer un exécutif fort et autoritaire et supprimer les aides des universités qui laissent s'exprimer les pro-Palestiniens au nom de la lutte contre l'antisémitisme alors que certains MAGA, comme les Proud Boys ou les Groyppers autour de Nick Fuentes sont, pour une part, antisémites.

Comme l'écrit Alexander Nazaryan : "M. Fuentes s'est plaint auprès de M. Carlson, lors de leur entretien d'octobre, de "la juiverie organisée" et de ce qu'il a décrit comme une influence excessive sur la politique étrangère américaine exercée par des "Juifs sionistes". Il ajoute qu'une femme qui écrit sous un pseudo explique que « les groyppers sont « une communauté de fans » (fandom, suffixe-dom comme dans freedom) : « il s'agit d'un groupe assez lâche, sans frontières idéologiques claires. Certains des militants se nomment entre eux sur le net « Führer Nick Fuentes Groyper ».

(cf. *NYT* By Alexander Nazaryan Nov. 7, 2025)

Dans le contexte des Groyppers, les partisans de Nick Fuentes aspirent parfois à ressembler à un "Chad" : un homme blanc, athlétique, sûr de lui, mais version traditionaliste (le « *Trad Chad* ») : religieux, conservateur, anti-modernité. Pour eux, « Chad » incarne un idéal esthétique et identitaire qu'il faut imiter, d'où leur appartenance à la « Culture mine », imiter, mimer, si j'ai bien compris !

Et en même temps, l'administration Trump devient plus indulgente avec l'exposition des signes de haine nazie et du Ku Klux Klan pour la garde côtière américaine : « La Garde côtière redéfinit la manière dont elle considère le harcèlement au sein du service, abandonnant le concept « d'incidents haineux » et requalifiant les symboles de haine, notamment les nœuds coulants et les croix gammées, comme étant « potentiellement, source de division ».

(cf. « *In a new Coast Guard policy, swastika and noose displays are no longer hate incidents*. John Ismay and Minh Kim, *NYT* 20/11/2025)

Depuis le début des États-Unis, la liberté est soumise à une double interprétation : la liberté économique ou la liberté politique des citoyens. Pour la droite radicale américaine, la liberté, c'est celle du renard dans le poulailler. Cela veut dire que le trumpisme n'est probablement pas un accident de l'histoire. Il représente la résurgence de courants de droite radicaux ancrés dans l'histoire des États-Unis. Pour certains analystes, ils émergeraient tout spécialement en période de crise, ici, le changement de rapport de force avec l'Asie et la Chine, c'est-à-dire autour de l'océan Pacifique.

A suivre...

Paris le 17 décembre 2025

